

Il y a encore quelques mois, l'avenir politique de la célèbre résistante de Rangoon semblait sans issue, tué dans l'œuf par une loi du régime interdisant aux personnes condamnées par la justice de se porter candidat à un scrutin. Un habile calcul de la junte au pouvoir pourtant annulé après les élections pseudo-démocratiques de novembre 2010, lorsque que les militaires au sommet de l'Etat ont lentement commencé à rendre les libertés une par une.

Le parti d'Aung San Suu Kyi, la Ligue Nationale pour la Démocratie (LND), jusqu'ici absent de tout scrutin récent, a donc décidé de revenir lutter pour reprendre le pouvoir qui lui avait été illégalement volé en 1990, et s'est préinscrit pour les prochaines élections. Selon le porte-parole de la formation Nyan Win, le prix Nobel de la Paix aurait d'ailleurs envie de se représenter «dès que possible», un projet qui serait probablement viable puisque sa candidature pourrait enfin être autorisée par la Commission électorale de la capitale.